

SENATO DELLA REPUBBLICA

XIV LEGISLATURA

Doc. XII-bis
N. 149

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

Parte II della 51^a Sessione ordinaria
(Parigi, 5-7 dicembre 2005)

Raccomandazione n. 767

Il futuro della Politica europea di sicurezza e di difesa e il suo controllo democratico – Risposta alla relazione del Consiglio ¹

Annunziata il 26 gennaio 2006

L'ASSEMBLÉE,

(i) Saluant les progrès sensibles que les pays membres de l'Union européenne ont réalisés ces cinq dernières années pour se doter des instruments nécessaires à la mise en oeuvre des objectifs de la PESD définis dans le Traité sur l'Union européenne;

(ii) Rappelant sa conviction, déjà exprimée dans la Recommandation n. 759, selon laquelle les dispositions du Traité établissant une Constitution pour l'Europe relatives au renforcement des instruments

décisionnels et opérationnels de la PESD faciliteraient d'une manière significative la mise en oeuvre des actions futures à travers lesquelles l'Union européenne pourra mieux assumer sa part de responsabilité dans la sécurité internationale;

(iii) Convaincue néanmoins que les incertitudes qui planent sur le sort du Traité

¹ Exposé des motifs: voir rapport présenté au nom de la Commission politique par M. Andrea Manzella, rapporteur (Italie, Groupe socialiste), Document 1915.

constitutionnel ne doivent pas affecter la poursuite des efforts pour mener à bien le projet » PESD », soit à partir des coopérations et des structures établies en vertu des Traités existants, soit par des arrangements et des coopérations en dehors des Traités;

(iv) Convaincue en particulier qu'il serait souhaitable de soutenir les initiatives visant à renforcer le rôle du Haut représentant pour la PESD et d'établir un service diplomatique européen en vue de renforcer la cohérence et la visibilité de la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne;

(v) Attirant l'attention sur le fait que l'engagement de l'Union européenne sur le terrain, avec une douzaine de missions actuellement en cours entre les Balkans, l'Afrique, le Moyen-Orient, l'Europe centrale, le Caucase et l'Indonésie, de même que son engagement politique au Moyen-Orient et plus particulièrement dans les négociations avec l'Iran suscitent des attentes considérables quant à la détermination de l'Union européenne en matière de gestion de crises et aux moyens dont elle dispose à cet effet;

(vi) Rappelant que les outils militaires et civils devant être mis à la disposition de la PESD ne sont, pour la plupart, toujours pas opérationnels et que le succès des activités de l'Agence européenne de défense sera décisif pour l'équipement des forces européennes au service de la PESD;

(vii) Soulignant dans ce contexte qu'il appartient au Conseil de l'UEO de s'assurer que l'expérience et l'acquis du GAEO et de l'OAEO soient transférés d'une façon appropriée à l'Agence européenne de défense et utilisés par celle-ci et que les membres du GAEO et de l'OAEO non membres de l'Union européenne soient associés le plus étroitement possible aux activités de l'Agence;

(viii) Souhaitant vivement que les activités de la PESD dans son ensemble soient

régies par une approche inclusive et non étroitement limitées par des considérations institutionnelles;

(ix) Observant que l'engagement dans les foyers de crise en Afrique, qui constitue désormais une priorité pour l'Union européenne, constitue pour la PESD et la coopération de l'UE avec les autres acteurs présents sur ce continent, comme l'ONU, l'Union africaine et l'OTAN, un défi majeur compte tenu de l'ampleur des problèmes à résoudre;

(x) Soulignant l'importance de la réactivation du projet de partenariat euro-méditerranéen lancé par le processus de Barcelone, dont le volet » sécurité, paix et stabilité « n'est pas encore au niveau des ambitions initiales;

(xi) S'inquiétant vivement du caractère imprévisible de l'évolution de la politique étrangère de l'Iran et de son discours extrêmement agressif à l'encontre d'Israël, et de la situation de blocage créée par les difficultés que connaissent les négociations menées par l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni avec l'Iran en vue de convaincre ce pays de renoncer à des activités devant lui permettre de se doter de l'arme nucléaire;

(xii) Souhaitant que les missions ponctuelles de l'Union européenne en Palestine et en Irak aillent de pair avec la mise en oeuvre d'une politique cohérente de l'Union européenne à l'égard du Moyen-Orient, qui figure parmi les priorités énoncées par le Haut représentant de l'UE;

(xiii) Rappelant qu'il est extrêmement important que les futures négociations sur le statut politique du Kosovo aboutissent à un résultat satisfaisant pour toutes les parties intéressées car de ce résultat dépendra l'évolution positive de la situation dans tous les pays voisins de la région des Balkans, où l'Union européenne a concentré l'essentiel de ses activités de maintien de la paix et de stabilisation post-conflit;

(xiv) Convaincue de la nécessité d'élaborer une politique plus cohérente de l'Union européenne vis-à-vis de l'ensemble des pays de la région de la Communauté des Etats indépendants (CEI), qui est le théâtre de diverses tensions et conflits intra- et inter-étatiques dont l'évolution ne peut être sans conséquences pour la sécurité et la stabilité à l'Est de l'Union européenne;

(xv) Préoccupée par l'évolution inégale de la situation politique dans les pays de la CEI, dont certains progressent dans la voie démocratique tandis que d'autres tendent à conserver des régimes et des systèmes autoritaires;

(xvi) Soulignant que la consolidation des conditions de la démocratie est une nécessité primordiale pour un partenariat stratégique fructueux entre l'Union européenne et la Russie et pour la stabilisation de la CEI;

(xvii) Convaincue que la PESD doit envisager des mesures plus énergiques que celles prévues dans le cadre des négociations internationales pour contrer les menaces que font peser le développement des armes de destruction massive (ADM) et de leurs vecteurs ainsi que le » terrorisme-catastrophe «, prêt à utiliser les moyens précités;

(xviii) Regrettant dans ce contexte l'échec de la conférence des pays signataires du Traité de nonprolifération nucléaire à renforcer le régime de non-prolifération nucléaire;

(xix) Déplorant également l'absence, dans la Déclaration finale du sommet des Nations unies tenu à New York en septembre 2005:

d'une position commune sur les conditions du recours à la force en cas de menace contre la paix,

d'un engagement ferme en faveur de la non-prolifération des armes de destruction massive (ADM) et du désarmement,

et l'échec à se mettre d'accord sur une convention générale de lutte contre le terrorisme;

(xx) Se félicitant en revanche de la création par le même sommet d'une Commission de consolidation de la paix qui avait été vigoureusement appuyée par la Recommandation n° 759;

(xxi) Rappelant la nécessité de redéfinir le cadre institutionnel ainsi que la nature, le contenu et la finalité du partenariat stratégique entre l'Union européenne et l'OTAN;

(xxii) Soulignant de nouveau que la mise en oeuvre de la PESD dans son ensemble et de ses différents projets ne peut pas être assurée et financée sans consultations et informations régulières des parlements nationaux au niveau européen;

(xxiii) Exprimant sa volonté de soutenir tous les efforts pour que la PESD et son financement soient en adéquation avec les moyens réels à la disposition de l'Union européenne et de ses pays membres en créant une synergie avec le Parlement européen sur la base de l'inclusion de l'Assemblée dans un mécanisme régulier de consultation avec les autorités compétentes européennes;

(xxiv) Considérant les réunions semestrielles du Conseil permanent de l'UEO/COPS avec les commissions de l'Assemblée comme l'amorce prometteuse d'un tel mécanisme de consultation;

(xxv) Souhaitant néanmoins que le Conseil utilise davantage son rapport annuel pour informer l'Assemblée sur tous les développements de la PESD et les activités de l'OTAN;

(xxvi) Déplorant d'autant plus vivement que le Conseil n'ait transmis ni la première partie de son Cinquante et unième rapport annuel à l'Assemblée ni ses réponses aux Recommandations n. 759-766

suffisamment tôt pour que les commissions puissent prendre ces textes en considération,

I. RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES PAYS DE L'UEO EN TANT QUE PAYS MEMBRES DE L'UNION EUROPEENNE ET DE L'OTAN A DEMANDER A L'UNION EUROPEENNE:

1. De faire pleinement usage des possibilités offertes par l'article 17.4 du TUE, qui permet des coopérations plus étroites entre deux ou plusieurs pays membres au niveau bilatéral ou dans le cadre de l'UEO;

2. D'accorder à tous les membres associés de l'UEO et aux candidats à l'adhésion à l'Union européenne des conditions privilégiées par rapport à d'autres pays tiers pour leur permettre de participer pleinement à toutes les activités et aux projets de la PESD — notamment à l'Agence européenne de défense et aux groupements tactiques — et de s'associer davantage aux activités des organes décisionnels de la PESD;

3. D'inciter tous les pays membres à participer aux treize groupements tactiques et au projet de gendarmerie européenne qui réunit jusqu'à présent cinq membres (Espagne, France, Italie, Pays-Bas et Portugal) au Centre de Vicence;

4. De procéder à une évaluation critique des moyens réels dont l'Union européenne dispose actuellement et dans un avenir prévisible en matière de PESD par rapport aux ambitions affichées par la Stratégie européenne de sécurité et l'Objectif global;

5. D'évaluer en particulier les conséquences pour la planification de la PESD de l'engagement prioritaire de l'Union européenne en Afrique, au Kosovo et au Moyen-Orient, tel qu'il a été annoncé par le Haut représentant de l'UE pour la PESC;

6. De réactiver le volet « sécurité, paix et stabilité » du partenariat euro-méditerranéen mis en place par le processus de Barcelone et d'élaborer une politique européenne cohérente à l'égard du Moyen-Orient;

7. De se mettre d'accord sur une politique plus cohérente de voisinage à l'Est de l'Union européenne en vue de contribuer à la consolidation de la situation fragile dans l'espace de la Communauté des Etats indépendants (CEI) où subsistent plusieurs foyers de tensions et de conflits;

8. De profiter de son engagement en Moldavie et en Géorgie pour rétablir un dialogue plus intensif avec la Russie dans l'espace « sécurité » du partenariat stratégique avec ce pays, en vue de contribuer à l'établissement d'un esprit de confiance entre la Russie et tous ses voisins et pour dissiper les réserves de la Russie quant aux activités de l'OSCE dans l'espace de la CEI;

9. De tirer les conséquences, pour la coopération de l'Union européenne avec l'ONU en matière de PESD, des résultats décevants du sommet de Nations unies tenu à New York en septembre 2005;

10. De participer de façon constructive aux activités de la Commission de consolidation de la paix de l'ONU créée lors du sommet précité;

11. De faire du problème des mesures à prendre contre la menace du développement et de la prolifération des armes de destruction massive (ADM) et de leurs vecteurs et du danger que ces armes puissent être utilisées pour des actes de « terrorisme-catastrophe » un sujet primordial de discussion dans le cadre de la PESD;

12. D'adopter dans ce contexte un plan de circonstance coordonné avec ses principaux alliés au cas où la politique nucléaire de l'Iran mettrait en péril la paix internationale;

13. De donner des précisions sur la nature et les conditions d'un « engage-

ment préventif » de l'Union européenne préconisé par la Stratégie européenne de sécurité et ses conséquences pour la planification dans le cadre de la PESD;

14. De prendre position d'une manière constructive sur les propositions formulées par l'OTAN en vue d'élargir les domaines de dialogue et de coopération entre l'Union européenne et l'OTAN dans un cadre institutionnel redéfini et de donner corps au partenariat stratégique entre les deux organisations dans le domaine de la gestion des crises;

15. D'inclure l'Assemblée de l'UEO dans le processus de consultation démocratique régulier de l'UE sur les choix à faire en matière de PESD et leurs incidences financières en établissant une synergie institutionnelle avec le Parlement européen,

II. RECOMMANDE AU CONSEIL

16. De mettre en oeuvre le paragraphe II.14 de sa Recommandation n° 759 le

priant de transmettre son rapport annuel suffisamment tôt à l'Assemblée pour que ses commissions puissent l'étudier et élaborer leurs réponses et de continuer à y faire figurer des informations complètes sur les activités des pays membres dans le cadre de la PESD et au sein de l'OTAN;

17. D'accélérer la transmission de ses réponses aux recommandations de l'Assemblée;

18. D'intensifier le dialogue avec l'Assemblée sur la base de sa réponse à la Question écrite n. 388 et d'envisager d'appuyer l'Assemblée au sein de l'Union européenne dans sa fonction d'unique enceinte permettant aux représentants des parlements nationaux d'être informés et consultés collectivement sur le développement de la PESD et de l'OTAN et d'élaborer en commun des recommandations aux gouvernements européens, en travaillant en synergie institutionnelle avec le Parlement européen.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 767¹****Il futuro della Politica europea di sicurezza e di difesa
e il suo controllo democratico — Risposta alla relazione
annuale del Consiglio²**

L'ASSEMBLEA,

(i) Salutando i sensibili progressi che negli ultimi cinque anni i paesi membri dell'Unione europea hanno compiuto nel dotarsi degli strumenti necessari per l'attuazione degli obiettivi della PESD, definiti nel Trattato sull'Unione europea;

(ii) Ricordando la propria convinzione, già espressa nella Raccomandazione n.759, che le disposizioni del Trattato che adotta una Costituzione per l'Europa, relative al rafforzamento degli strumenti decisionale e operativi della PESD, faciliterebbero in maniera significativa la capacità dell'Unione europea di mettere in opera azioni future attraverso le quali l'Unione europea potrà meglio assumere la propria parte di responsabilità per la sicurezza internazionale;

(iii) Convinta, tuttavia, che l'incertezza che aleggia sul destino del Trattato costituzionale non deve incidere sull'impegno continuo di portare avanti il progetto PESD, o attraverso le forme di cooperazione e le strutture create in virtù dei Trattati vigenti, o attraverso accordi cooperazioni al di fuori dell'ambito dei Trattati;

(iv) Convinta in particolare che sarebbe auspicabile sostenere le iniziative volte a rafforzare il ruolo dell'Alto rappresentante della PESC e creare un servizio diplomatico europeo allo scopo di conferire maggiore coerenza e visibilità alla politica estera e di sicurezza dell'Unione europea;

(v) Richiamando l'attenzione sul fatto che l'impegno dell'Unione europea sul terreno, con una decina di missioni attualmente in corso tra i Balcani, l'Africa, il Medio Oriente, l'Europa centrale, il Caucaso e l'Indonesia, come anche il suo impegno politico in Medio Oriente, e più in particolare nei negoziati con l'Iran, fanno nascere aspettative notevoli riguardo alla determinazione dell'Unione europea nella gestione delle crisi e ai mezzi di cui dispone a tal fine;

(vi) Ricordando che gli strumenti militari e civili che dovranno essere messi a

¹ Adottata dall'Assemblea il 5 dicembre 2005 nel corso della sua sesta seduta.

² Memorandum esplicativo: vedere la relazione presentata a nome della Commissione politica da Andrea Manzella, Relatore (Italia, Gruppo socialista), Documento 1915.

disposizione della PESD per la maggior parte non sono ancora operativi e che il successo delle attività dell'Agenzia europea di difesa sarà decisivo per l'equipaggiamento delle forze europee al servizio della PESD;

(vii) Sottolineando in questo contesto che spetta al Consiglio dell'UEO garantire che l'esperienza e l'*acquis* del GAEO e dell'OAEU vengano opportunamente trasferiti all'Agenzia europea di difesa e da questa utilizzati e che i membri del GAEO e dell'OAEU che non sono membri dell'Unione europea vengano coinvolti il più possibile nelle attività dell'Agenzia;

(viii) Auspicando vivamente che le attività della PESD nel loro complesso siano governate da un'impostazione più ampia e non strettamente circoscritta a considerazioni di carattere istituzionale;

(ix) Osservando che l'impegno nei focolai di crisi in Africa che rappresenta ormai una priorità per l'Unione europea, costituisce una sfida importante per la PESD e la cooperazione dell'UE con gli altri attori presenti su questo continente, come l'ONU, l'Unione africana e la NATO tenuto conto dell'entità dei problemi da risolvere;

(x) Sottolineando l'importanza della riattivazione del progetto del Partenariato euromediterraneo lanciato dal processo di Barcellona, la cui dimensione di « pace, sicurezza e stabilità » non è ancora all'altezza delle ambizioni iniziali;

(xi) Profondamente preoccupata per il carattere imprevedibile dell'evoluzione della politica estera dell'Iran e per la sua posizione, estremamente aggressiva, nei confronti di Israele nonché per la situazione di stallo venutasi a creare a causa delle difficoltà incontrate nei negoziati tra Germania, Francia e Regno Unito e l'Iran per convincere quest'ultimo a rinunciare alle attività che gli consentono di dotarsi dell'arma nucleare;

(xii) Auspicando che le missioni *ad hoc* dell'Unione europea in Palestina e in Iraq vadano di pari passo con il varo di una politica coerente dell'Unione europea sul Medio Oriente, come indicato nelle priorità indicate dall'Alto rappresentante dell'UE per la PESC;

(xiii) Ricordando che è estremamente importante che i negoziati futuri sullo *status* politico del Kosovo abbiano un esito soddisfacente per tutte le parti in causa, poiché da tale esito dipenderà l'evoluzione positiva della situazione in tutti i paesi vicini della regione dei Balcani dove l'Unione europea ha concentrato la maggior parte delle sue attività di mantenimento della pace e di stabilizzazione post-conflitto;

(xiv) Convinta della necessità di elaborare una politica dell'Unione europea più coerente nei confronti dell'insieme dei paesi della regione della Comunità degli Stati indipendenti (CSI) teatro di diverse tensioni e conflitti interetnici la cui evoluzione non può non avere conseguenze sulla sicurezza e sulla stabilità a Est dell'Unione europea;

(xv) Preoccupata per l'evoluzione disomogenea della situazione politica nei paesi della CSI, tra i quali taluni progrediscono sulla via democratica mentre altri tendono a conservare regimi e sistemi autoritari;

(xvi) Sottolineando che il consolidamento delle condizioni democratiche è una necessità preminente per un partenariato strategico fruttuoso tra l'Unione europea e la Russia e per la stabilizzazione della CSI;

(xvii) Convinta che la PESD debba prendere in considerazione misure più vigorose di quelle previste nel quadro dei negoziati internazionali per contrastare le minacce derivanti dallo sviluppo delle armi di distruzione di massa (ADM) e dei loro vettori nonché il « terrorismo catastrofico », pronto a utilizzare tali armi;

(xviii) Rammaricandosi in questo contesto del fatto che in occasione della conferenza dei paesi firmatari del Trattato di non proliferazione sia fallito il tentativo di rafforzare il regime di non proliferazione nucleare;

(xix) Deplorando altresì l'assenza, nella Dichiarazione finale del vertice delle Nazioni Unite che si è svolto a New York nel settembre 2005:

di una posizione comune sulle condizioni del ricorso alla forza in presenza di una minaccia per la pace;

di un impegno fermo in favore della non proliferazione delle armi di distruzione di massa (ADM) e del disarmo;

e il mancato accordo su una convenzione generale di lotta contro il terrorismo;

(xx) Rallegrandosi, invece, per l'istituzione, da parte dello stesso vertice, di una Commissione per il consolidamento della pace, misura fortemente appoggiata dalla Raccomandazione n. 759 dell'Assemblea;

(xxi) Ricordando la necessità di ridefinire il quadro istituzionale nonché la natura, il contenuto e la finalità del partenariato strategico tra l'Unione europea e la NATO;

(xxii) Sottolineando ancora una volta che l'attuazione della PESD nel suo insieme e dei suoi diversi progetti non può essere assicurata né finanziata senza consultazioni e informazioni regolari dei parlamenti nazionali a livello europeo;

(xxiii) Esprimendo la sua volontà di sostenere tutti gli sforzi per garantire che la PESD e il suo finanziamento siano adeguati ai mezzi reali a disposizione dell'Unione europea e dei suoi paesi membri creando una sinergia con il Parlamento europeo sulla base della partecipazione dell'Assemblea in un meccanismo di regolari consultazioni con le autorità europee competenti;

(xxiv) Considerando le riunioni semestrali del Consiglio permanente dell'UEO/COPS e delle commissioni dell'Assemblea come una forma preliminare promettente di un simile meccanismo di consultazione;

(xxv) Auspicando tuttavia che il Consiglio nella propria relazione annuale colga maggiormente l'occasione di informare l'Assemblea su tutti gli sviluppi della PESD e sulle attività della NATO;

(xxvi) Deplorando ancor più il fatto che il Consiglio non abbia trasmesso né la prima parte della sua 51^a relazione annuale all'Assemblea né le sue repliche alle Raccomandazioni n. 759-766 in tempo sufficiente perché le commissioni le potesse prendere in considerazione,

I. RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI INVITARE I PAESI UEO, IN QUANTO MEMBRI DELL'UE E DELLA NATO, A CHIEDERE ALL'UNIONE EUROPEA DI:

1. Fare pieno uso delle possibilità offerte dall'articolo 17.4 del TUE che permette una cooperazione più stretta tra due o più stati membri a livello bilaterale o nell'ambito dell'UEO;

2. Accordare a tutti i membri associati dell'UEO e ai candidati all'adesione all'Unione europea condizioni privilegiate rispetto ad altri paesi terzi al fine di permettere loro di partecipare pienamente a tutte le attività e ai progetti della PESD - ed in particolare all'Agenzia europea di difesa e ai gruppi tattici - e di essere maggiormente coinvolti nelle attività degli organi decisionali della PESD;

3. Sollecitare tutti i paesi membri a partecipare ai tredici gruppi tattici e al progetto della Gendarmeria europea, con sede a Vicenza, al quale finora hanno aderito cinque stati membri (Francia, Italia, Paesi Bassi, Portogallo e Spagna);

4. Procedere a una valutazione critica dei mezzi reali di cui l'Unione europea dispone attualmente e in un prevedibile futuro in materia di PESD rispetto alle ambizioni dichiarate dalla Strategia europea di sicurezza e dall'Obiettivo primario;

5. Valutare in particolare le conseguenze, per la pianificazione della PESD, degli impegni prioritari dell'Unione europea in Africa, nel Kosovo e in Medio Oriente, come annunciato dall'Alto rappresentante dell'UE per la PESC;

6. Riattivare la dimensione di « pace, sicurezza, stabilità » del Partenariato euromediterraneo, istituita dal processo di Barcellona, ed elaborare una politica europea coerente verso il Medio Oriente;

7. Concordare una politica più coerente nei confronti dei vicini a Est dell'Unione europea al fine di contribuire al consolidamento della situazione di fragilità vigente nell'area della Comunità degli Stati indipendenti (CSI) in generale, dove permangono diversi focolai di tensione e di conflitto;

8. Trarre vantaggio dal suo impegno in Moldavia e in Georgia per riavviare un dialogo più intenso con la Russia nell' settore « sicurezza » del partenariato strategico con tale paese allo scopo di contribuire ad instaurare un clima di fiducia tra la Russia e tutti i paesi suoi vicini e per fugare le riserve nutrite dalla Russia nei confronti alle attività dell'OSCE nell'area della CSI;

9. Trarre le conseguenze, ai fini della cooperazione tra l'Unione europea e l'ONU in materia di PESD, dei risultati deludenti del Vertice mondiale delle Nazioni Unite tenutosi a New York nel settembre del 2005;

10. Partecipare in maniera costruttiva alle attività della Commissione per il consolidamento della pace dell'ONU istituita in occasione del predetto Vertice;

11. Assicurare che il problema delle misure da adottare contro la minaccia dello sviluppo e della proliferazione delle armi di distruzione di massa (ADM) e dei loro vettori e del pericolo che tali armi possano essere utilizzate in atti di « terrorismo catastrofico » figurino tra i temi prioritari all'ordine del giorno della PESD;

12. Adottare a tale riguardo un piano di emergenza coordinato con i principali alleati per il caso che la politica nucleare dell'Iran metta a repentaglio la pace internazionale;

13. Precisare la natura e le condizioni di un « impegno preventivo » dell'Unione Europa, come preconizzato dalla Strategia europea di sicurezza nonché le conseguenze che ne derivano per la pianificazione nell'ambito della PESD;

14. Adottare una posizione costruttiva sulle proposte formulate dalla NATO al fine di ampliare le aree di dialogo e di cooperazione tra l'Unione europea e la NATO in un quadro istituzionale ridefinito e dare corpo al partenariato strategico tra le due organizzazioni nel settore della gestione delle crisi;

15. Includere l'Assemblea dell'UEO nel processo di regolare consultazione democratica dell'UE sulle scelte da fare in materia di PESD e la loro incidenza finanziaria, creando una sinergia istituzionale con il Parlamento europeo,

II. RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI

16. Dare attuazione al paragrafo II.14 della propria Raccomandazione n. 759 pregandolo di trasmettere la relazione annuale in tempo sufficiente per consentire alle Commissioni di esaminarla e di elaborare le loro risposte nonché continuare a includervi le informazioni complete sulle attività degli Stati membri nel quadro della PESD e in seno alla NATO;

17. Provvedere a una più rapida trasmissione delle sue risposte alle raccomandazioni dell'Assemblea;

18. Intensificare il dialogo con l'Assemblea sulla base della sua risposta all'Interrogazione scritta n. 388 e sostenere l'Assemblea in seno all'Unione europea

nella funzione di unico consesso che permette ai rappresentanti dei parlamenti nazionali di essere informati e consultati collettivamente sugli sviluppi della PESD e della NATO e di elaborare raccomandazioni congiunte rivolte ai governi europei, lavorando in sinergia istituzionale con il Parlamento europeo.

